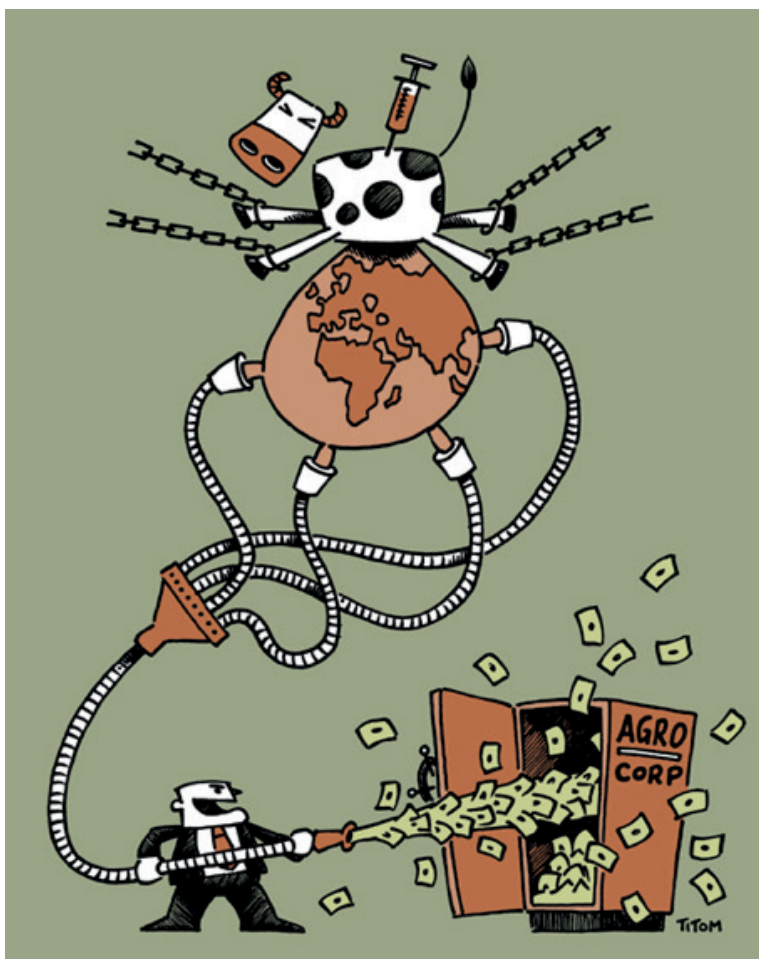


Bienvenue à « LAIT LAIT LAND » ... Pour une transition agroécologique de la filière « lait » en Wallonie



« @Titom Image libre de droit »

François Letocart¹

Septembre 2017

¹ Permanent à Entraide & Fraternité

Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
CULTURE.BE



Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

On a sans doute toutes et tous encore en tête ces images de l'été 2009, où des agriculteurs désespérés, déversaient, dans leurs champs, des milliers de litres de lait. Poussés à bout par des prix les obligeant à travailler à perte, acculés par leurs créanciers, ils avaient choisi ce geste fort pour secouer politiciens et consommateurs.

Dans cette période qui voit disparaître les quotas laitiers, cette analyse tente un plaidoyer pour une transition agro-écologique de la filière lait en Wallonie et propose quelques pistes concrètes dans le domaine de la transformation, enjeu crucial pour les producteurs en quête d'autonomie et de diversification de revenus.

Le consommateur, qui demande le prix le plus bas possible pour son litre de lait, se rend-t-il compte du coût réel que son exigence implique? Un coût social et humain d'abord, avec un monde rural sinistré et des agriculteurs qui se suicident, tandis qu'augmentent les dividendes de l'agro-industrie et de la grande distribution; un coût environnemental et climatique ensuite, avec par exemple l'importation de lait néo-zélandais «low cost» pour faire le «beurre des Fagnes».

Aujourd'hui, uniquement pour rentrer dans ses frais, un producteur a besoin qu'on lui achète son litre de lait à 39 centimes. Au début de la crise de 2008-2009, il en recevait moins de 20!

Pour un état des lieux de la filière lait en région wallonne, nous renvoyons à l'étude de Sylvie La Spina publiée en 2016².

Quant à la présente analyse, elle porte surtout sur les raisons pour lesquelles une transition agro-écologique de la filière est nécessaire en Wallonie. Quelques pistes concrètes y sont avancées pour favoriser cette transition dans le domaine de la transformation: au niveau de l'exploitation locale, au niveau inter-exploitations et régional, et enfin au niveau politique, national et international.



« @Titom Image libre de droit »

² LA SPINA Sylvie, *Pistes d'avenir pour le secteur laitier wallon*, Nature & Progrès Belgique, 2016.

› La nécessité d'une transition

S'il est une filière qui illustre à merveille l'absurdité de l'exercice agricole européen, lequel vise à mettre fin à toute régulation, tout en prétendant renforcer la durabilité des systèmes agro-alimentaires, c'est bien la filière lait.

Avec la fin des quotas, les politiques de libre-concurrence incitent les agriculteurs à étendre le volume de leur production, ce qui entraîne alors la surproduction et l'effondrement des prix. Ceci bénéficie à la grande distribution, mais les effets négatifs sont supportés par les consommateurs, les agriculteurs et les citoyens en général, et ce en termes de crises alimentaires, de qualité des aliments et d'impact climatique.

Au final, un désastre écologique, conséquence d'une agriculture qu'on incite à produire en dehors des limites des écosystèmes; et des producteurs qui jettent l'éponge, ou au mieux, sont transformés en «assistés».

Alors: faire autrement, moins mais mieux? C'est le leitmotiv d'une foule d'initiatives qui souvent prennent la forme de regroupements et de coopératives. Leurs mots d'ordre: des «circuits courts pour court-circuiter le système» et «solidarité entre consommateurs producteurs».

C'est ainsi qu'ont fleuri des laiteries autonomes, des gammes de produits développées par les producteurs³, des pratiques de production écologiques... Pour le consommateur, c'est un processus triplement gagnant: un environnement préservé, un tissu économique local dynamisé et des produits de qualité. Et pour peu qu'il soit coopérateur, ... des revenus supplémentaires!

Il est donc possible et même indispensable

de penser une transition agroécologique de la filière lait, comme il est possible et souhaitable de penser une transition écologique globale de nos modes de production et de consommation⁴.

Comme c'est dans le secteur de la transformation que se situe la plus-value de la filière lait, un scénario de transition agroécologique pour cette dernière doit tenir compte de ce secteur.

› La transition du secteur de la transformation

Pour ce qui concerne la transformation du lait en Wallonie, il faut tout d'abord relever l'extrême concentration du secteur. Actuellement, deux laiteries principales proposent le ramassage auprès des producteurs, ainsi que la transformation de la matière première destinée au circuit long de commercialisation: la laiterie des Ardennes à Recogne et la laiterie coopérative de Walhorn, cette dernière faisant partie du groupe international Arla.

On peut sans équivoque affirmer que ces laiteries sont des acteurs-clés responsables du verrouillage de la filière lait. Certes, elles sont elles-mêmes dépendantes des contrats négociés avec le secteur de la grande distribution, mais leur modus operandi ne laisse aucune marge de négociation des prix aux producteurs, lesquels doivent se contenter de ce qu'on veut bien leur donner.

³ Voir par exemple le succès de Fairebel (www.fairebel.be) ou en Allemagne la laiterie de Hamfelder Hof construite par les producteurs eux-mêmes (www.hamfelderhof.de)

⁴ Il reste que la demande des consommateurs auprès des circuits courts reste faible, et que la question sociale du clivage entre les consommateurs se pose entre ceux qui sont prêts à payer et à se déplacer et les autres, se procurant le lait disponible à des prix moindres ailleurs comme dans le secteur de la grande distribution. Voir au sujet de la question sociale du clivage entre consommateurs, l'analyse d'E&F «Vers une mondialisation des alternatives alimentaires: regards croisés». En ligne sur le site: <https://www.entraide.be/Vers-une-mondialisation-des-alternatives-alimentaires-regards-croises>

De plus, le lobbying que les groupes transnationaux (Arla, Danone etc.) exercent en direction des décideurs politiques est important et contribue à figer le secteur.

Il est regrettable, mais c'est un mal typique des petits pays comme la Belgique, que les centres de décisions économiques affectant au premier chef des acteurs économiques locaux, soient déplacés à l'étranger, à l'écart des préoccupations sociétales de la région où ces entreprises transnationales opèrent.

Pour contrer cet état de fait, certains groupes «alternatifs» revendiquent comme stratégie principale à mettre en œuvre «le développement de circuits courts ... pour court-circuiter les acteurs dominants!»

La recherche scientifique consacrée aux processus de transition relève que le déverrouillage s'opère toujours d'abord par le développement de niches. Dans celles-ci, la transformation du lait s'effectue à échelle locale ou régionale. Ce développement est déjà à l'œuvre en Wallonie. Il gagne à être renforcé et à se poursuivre par des modifications au niveau du régime et du paysage politico-institutionnel.

• La transition au niveau de l'exploitation locale (Niche)

La transformation à la ferme est déjà une réalité dans de nombreuses exploitations. Elle a fait partie des stratégies de diversification mises en place par de nombreux agriculteurs, notamment pour faire face à la crise de 2009.

Elle se base sur un principe économique simple selon lequel une matière première périssable peut s'affranchir d'un marché fluctuant et de prix volatils si elle est transformée en produit fini, avec une durée de conservation supérieure. Cette démarche permet au producteur de stocker, transporter et vendre au meilleur moment et au meilleur prix. De plus, l'exploitant retrouve la liberté de faire ce qu'il veut, comme il le veut avec une matière première noble.

C'est dans cette optique qu'en Wallonie, des producteurs ont développé leurs propres fromageries et crèmeries proposant une large gamme de laits, crèmes, yaourts, maquées, beurres de très haute qualité et qui rencontrent une demande croissante de la part des consommateurs, surtout lorsque ces produits sont bio. La part de la production de lait transformée ainsi varie entre 2-3% et 100% de la production des exploitations qui se sont lancées dans l'aventure.

Pour stimuler et accompagner ces démarches, trois formes de soutien peuvent être envisagés: un soutien financier pour l'acquisition du matériel (1), la formation des exploitants (2), la reconnaissance de l'investissement en vue d'une transition (3).

1. Un soutien financier pour l'acquisition du matériel.

Dans la pratique, il apparaît que le coût de l'installation technique nécessaire à la transformation serait de quelques dizaines de milliers d'euros. Dans une optique agroécologique, ces sommes - relativement modestes si on les compare à d'autres investissements consentis par les exploitants - pourraient être récoltées par le biais des réseaux de la finance alternative: financement citoyen via des plateformes de crowdfunding, micro-finance et crédits «alternatifs» tels que proposés par des organismes comme CREDAL, voire des banques «éthiques» comme TRIODOS.

Le cas allemand de la laiterie Bliesgaumolkerei (Sarre)⁵ montre le succès de la démarche du financement participatif auprès de consommateurs doublement gagnants: ceux-ci deviennent parties prenantes et «actionnaires» d'une entreprise d'économie sociale et locale laquelle, comme dans ce cas, est assez vite rentable; en plus ils bénéficient d'un accès à des produits laitiers de haute qualité de leur région.

⁵ Voir plus loin: <http://www.bliesgaumolkerei.de/>

En matière de financement, les pouvoirs publics pourraient également intervenir davantage en réaffectant certaines aides économiques vers ce type de Micro, Petite ou Moyenne Entreprise.

Enfin, dans une perspective d'émancipation financière, il paraît judicieux de relier également ces différentes initiatives agroécologiques au développement d'outils d'échange alternatifs comme les monnaies citoyennes et locales qui sont de formidables «bons de soutien à l'économie locale, écologique et solidaire».

2. La formation des exploitants

Le deuxième niveau de soutien à mettre en place dans ce scénario concerne la formation des exploitants. En effet, les métiers de la transformation ne s'improvisent pas. Les normes sanitaires à respecter sont de plus en plus exigeantes et complexes⁶.

Différentes institutions de formation continue dont dispose la Fédération Wallonie-Bruxelles pourraient être impliquées. C'est déjà le cas du FOREM et de l'IFAPME qui proposent des formations en fromagerie⁷. Sont à encourager également l'auto-formation et la formation via la création de «bourses des savoirs et savoirs-faire» facilitant notamment les rencontres entre producteurs et transformateurs. Les outils de formation «en ligne» et autres tutoriels qui se développent déjà actuellement sont également à renforcer.

Enfin, il s'agit aussi de favoriser l'appui aux associations rurales et syndicats paysans dans leurs efforts de sensibilisation de leurs membres sur les différents types d'aide au démarrage d'entreprise, sur l'existence de couveuses d'entreprises et autres instituts de conseil.

3. La reconnaissance de l'investissement en vue de la transition

Dernier obstacle au développement de la transition agroécologique de la transformation dans la filière lait : le temps qu'il faut soustraire au travail de la production pour l'investir dans la transformation. Comment, en effet, assurer une diversification efficace et rentable, lorsque la plupart des exploitants, travaillant à flux tendu, arrivent tout juste à «tenir la tête hors de l'eau» ?

Les campagnes de sensibilisation peuvent continuer à jouer leur rôle tant dans les milieux agricoles et ruraux qu'au sein de l'opinion publique sur des thèmes liés aux modèles de production et de consommation agro-alimentaires. Les débats publics peuvent inciter à une réflexion de fond relative aux logiques de rentabilité et de productivité, ainsi qu'à la différence entre les deux. Privilégie-t-on un processus de productivité, c'est-à-dire le fait de produire toujours davantage et d'assumer le haut coût financier de l'investissement pour ce faire, au risque de ne pas percevoir de bénéfices en retour⁸ ? - Ou bien donne-t-on priorité à une logique de rentabilité, à savoir un processus de production/transformation qui garantit des revenus au producteur/à la ferme familiale, quitte à choisir de produire moins ?

Par ailleurs, d'autres encouragements existent : renforcer les réseaux d'appui sur le modèle des congés agricoles, appuyer les mises en contact entre les propositions et les demandes de soutien, favoriser des systèmes d'échange et de partage de main

⁶ Notons que selon une partie des exploitants, ces normes ne sont pas nécessairement insurmontables, au contraire, elles contribuent à faciliter la commercialisation en renforçant la confiance du consommateur dans la qualité du produit.

⁷ Voir plus loin : <https://www.leforem.be/Horizonemploi/formation/15014T4.html> et <http://www.ifapme.be/formations-a-un-metier/formations/catalogue-des-formations-a-un-metier/fromager-affineur-chef-d-entreprise.html>

⁸ Exemple du producteur de lait qui a largement investi dans son cheptel et ses machines, qui produit donc de grandes quantités de lait, mais les coûts sont devenus tellement élevés que peu de bénéfices sont dégagés pour qu'il puisse vivre décemment.

d'œuvre agricole, aider à la mutualisation des initiatives, etc.

Il est également utile de recenser et de comprendre les nouvelles expériences en la matière. Citons par exemple le groupe-ment d'employeurs paysans-artisans⁹.

• La transition au niveau inter-exploitations et régional (Régime)

Pour la mise en œuvre de la transition dans le domaine de l'agriculture, la mise en réseau des agriculteurs désirant changer de modèle n'est-elle pas une priorité dans le cadre d'un scénario d'avenir pour le secteur laitier wallon ?

Les cas étudiés dans nos pays voisins montrent clairement que ce sont les dynamiques collectives qui sont les plus pérennes et les plus porteuses de changement. Parmi celles-ci, dans le domaine de la transformation, l'exemple type qui pourrait inspirer la Wallonie est celui de la coopérative nord-allemande «Hamfelder Hof¹⁰».

Dans ce cas-ci, suite à l'initiative d'une niche (une ferme bio qui pratiquait la vente directe), des producteurs partageant les mêmes valeurs et les mêmes méthodes de travail se sont regroupés et ensemble, ils ont réussi l'exploit de créer leur propre outil de transformation: une laiterie coopérative, bio et écologique, traitant dix millions de litres de lait et développant sa propre gamme de produits.

Cet exemple allemand -qui n'est pas un cas unique-, démontre à l'envi que le régime n'est pas figé: des niches peuvent émerger et, sinon le bouleverser, du moins prendre une belle place au soleil.

A travers nos recherches, nous avons découvert une initiative similaire, mais encore en gestation dans la région de Vielsalm. A y regarder de plus près, il nous a semblé que les facteurs déterminants du succès allemand sont aussi présents en Wallonie: marché du lait bio en pleine expansion et ré-

munérateur pour les producteurs, consommateurs sensibilisés et prêts à modifier leur consommation, réseaux de circuits courts de commercialisation, exploitations pionnières et dynamiques, savoir-faire, soutiens publics disponibles pour le coup de pouce initial, faibles taux d'intérêt, etc.

En l'absence de perspective d'une évolution à court terme des pratiques et orientations des laiteries wallonnes actuelles, la création d'un tel outil de transformation à un niveau régional¹¹ pourrait s'inscrire dans une transition agroécologique du secteur de la transformation laitière en Wallonie.

• La transition au niveau politique, national et international (Paysage)

Dans un scénario de transition agroécologique ambitieux, le paysage dans lequel évolue la filière lait wallonne devrait aussi, quant à lui, être «redessiné».

Cela implique des initiatives politiques conséquentes au niveau supranational (UE) afin de réintroduire des instruments de régulation de l'offre et de ne plus laisser le marché des produits alimentaires aux fluctuations et à la «main invisible du marché qui va tout régler». Comment en effet, éviter que, dans le marché unique de l'UE, la grande distribution n'achète le lait aux prix les plus bas, dans n'importe quel pays de l'Union? Par exemple, la politique agressive d'augmentation de la production aux Pays Bas risque de porter à conséquence sur le secteur laitier belge. Par ailleurs, sur le plan international, avec les accords de libre-échange, les importations de l'UE vont encore s'accroître.

⁹ Voir plus loin: <http://www.paysans-artisans.be/?p=2830>

¹⁰ Voir plus loin: <http://www.hamfelderhof.de/>

¹¹ Dans la même veine, et tout aussi inspirant pour le secteur de la commercialisation, signalons la démarche originale de 35 producteurs français qui ont racheté un supermarché près de Colmar pour le transformer en grand magasin où ils pratiquent avec succès la vente directe. <http://www.lalsace.fr/haut-rhin/2016/11/15/coeur-paysan-producteurs-en-direct>

► Sacré défi en perspective, d'autant plus qu'il ne concerne pas que le secteur agricole!

Une réflexion quant à la revalorisation de la place des agriculteurs-coopérateurs dans les décisions stratégiques des laiteries, éventuellement par l'intermédiaire d'instruments législatifs est indispensable. Ces outils de transformation ont été initialement créés à l'initiative des producteurs pour faciliter la collecte et améliorer la valorisation du lait.

Une autre piste de «re-design» du paysage règlementaire et politique serait la mise en place plus systématique et rigoureuse des appellations d'origine, protégeant un terroir et une production spécifique (AOP,

IGP, AOC, ...). A contrario, on ne devrait plus tolérer que du «Beurre des Fagnes» produit à Goé-Limbourg soit à base de lait ... néo-zélandais¹²!

Enfin et surtout, sortir les produits agricoles des accords de libre-échange et des contraintes de l'Organisation Mondiale du Commerce est sans doute l'élément central d'une démarche de transition telle que proposée ici. L'exception agricole¹³, dossier politique étudié actuellement par E&F, pourrait aller dans ce sens.

Tout ceci renvoie à une dimension éthique et morale. En effet, peut-on encore accepter longtemps, au Nord comme au Sud, de confier la responsabilité de nourrir l'humanité à des banquiers, des financiers et des spéculateurs? La réponse est sans doute dans la question... ■ **F.L.**



« @Titom Image libre de droit »

¹² Exemple français du fromage AOP Conté dont le règlement de l'appellation prévoit que le lait soit collecté dans une zone maximale de 25km <http://www.comte.com/decouvrir/pour-produire-un-comte-aop-il-faut/les-points-cles-du-decret-du-comte-aop.html>

¹³ Daniel Van Der Steen (2016). «L'exception agricole: un pas vers la souveraineté alimentaire?», *Entraide & Fraternité*. En ligne: <https://www.entraide.be/L-exception-agricole-un-pas-vers-la-souverainete-alimentaire>